

# départementales : se mobiliser contre le front national

Il est temps, il est urgent d'entraver sa marche en avant. Pour cela, rien ne remplacera une politique efficace de redressement économique et social du pays. Mais, dans l'immédiat, il faut engager contre le Front national un triple combat. Sémantique d'abord. Le parti de Marine Le Pen s'est niché, comme un coucou, dans le vocabulaire de la République. Au point d'en détourner et dévoyer le sens, comme pour la laïcité, passée à la moulinette identitaire et transformée en arme de guerre contre l'Islam.

Combat politique, ensuite, contre le programme de l'extrême droite, ses contradictions et les risques qu'il fait courir au pays. Au niveau départemental, le FN se veut un parangon de vertu budgétaire, pour mieux tailler dans les dépenses sociales, le soutien aux associations et les dépenses de fonctionnement. Au niveau national, il pourfend, au contraire, toute politique de rigueur et prône la sortie de l'euro et le repli derrière les frontières nationales. Or de tels choix provoqueraient des catastrophes en chaîne : dévaluation massive de la monnaie, explosion de l'inflation importée et de la dette publique, appauvrissement brutal des Français, notamment les plus modestes, effondrement de l'image de la France dans le monde...

Combat idéologique, enfin. Derrière ses dénégations et ses camouflages, le FN reste un parti d'extrême droite. Il n'a renoncé à aucune de ses idées et obsessions. Il demeure un mouvement réactionnaire et nationaliste, désignant des boucs émissaires, attisant les peurs et les rejets. Xénophobe, enfin, comme en témoignent les saillies nauséabondes de bon nombre de ses candidats – ou de son président d'honneur, Jean-Marie Le Pen.

Mme Le Pen pourra sans doute se targuer de la progression de son mouvement au soir des départementales. Raison de plus pour engager ces combats dès le 22 mars.

## Le Front national cible les dépenses sociales dans les départements

Sur le terrain, le parti d'extrême droite s'en prend à " l'assistanat ", terme dont l'utilisation avait pourtant été critiquée par Marine Le Pen

A quoi ressemblerait un département dirigé par le Front national ? Quels seraient les chantiers prioritaires et les axes politiques choisis ? A une semaine du premier tour des élections départementales, le parti d'extrême droite est donné en tête des intentions de vote. Il pourrait même gagner des conseils généraux. Les cas les plus favorables pour la formation d'extrême droite sont le Var, le Vaucluse et l'Aisne. Même si les situations sont différentes dans ces trois départements, les candidats frontistes ont tous le même programme et les mêmes priorités.

Preuve que le FN s'est contenté de mettre en musique la ligne décidée au Carré, le siège du parti à Nanterre, le tract pour les élections départementales est une grande photo de Marine Le Pen avec, à

côté, les principaux axes de campagne. A savoir : " *maintien des services publics départementaux* ", " *défense des services publics départementaux* " ou encore une politique en faveur des " *anciens* ".

Mais alors qu'au niveau national Marine Le Pen pourfend toute politique de rigueur, au niveau départemental, le FN fait campagne sur sa capacité à faire des économies. Le parti veut rassurer et montrer qu'il peut gérer une collectivité en " *bon père de famille* ". Il promet partout " *une gestion saine de l'argent public* " et " *la stabilisation puis la baisse de la fiscalité départementale* ".

" *Ce sera notre première mesure : faire des économies. Chaque euro dépensé le sera dans l'intérêt général*, indique ainsi Frédéric Boccaletti, responsable du FN dans le Var. *Dans l'immédiat, il ne pourra pas y avoir de baisse de la fiscalité. On stabilise d'abord puis on baisse à mi-mandat.* "

De son côté, Franck Briffaut, maire de Villers-Cotterêts et candidat dans l'Aisne, estime qu'il faudra, " *en urgence* ", faire un audit des comptes du département. " *Nous sommes l'un des départements les plus pauvres de France, on doit y voir plus clair et établir où faire des économies. Il faut anticiper les choses* ", explique l'édile.

Même son de cloche du côté d'Avignon, où le candidat Philippe Lottiaux joue la prudence. " *On va devoir faire un certain nombre d'économies. Mais notre action ne sera pas visible immédiatement, le budget 2015 ayant déjà été adopté* ", prévient cet énarque, ancien de l'UMP, qui fut longtemps collaborateur de Patrick Balkany à la mairie de Levallois-Perret (Hauts-de-Seine).

" *Chasse aux abus* "

Où le FN va-t-il trouver ces économies ? **Notamment dans les dépenses sociales.** " *On fera la chasse aux abus en matière de RSA. Il ne faut pas confondre solidarité et assistanat* ", annonce franchement M. Boccaletti. Pour ce faire, le Varois entend " *contrôler sérieusement les revenus déclarés ou les allocataires qui ne suivent pas le chemin de la réinsertion* ". " *On pourra signaler à la CAF - caisse d'allocations familiales - les abus ; on doit également travailler main dans la main avec eux et les services fiscaux pour voir qui est propriétaire ou qui possède une berline haut de gamme* ", estime-t-il encore. Ce discours de M. Boccaletti sur l'assistanat est d'autant plus étonnant que Mme Le Pen avait vertement critiqué l'utilisation de ce terme par Laurent Wauquiez en 2011.

" *On ne doit plus se contenter de faire des chèques. Nous ne pouvons pas avoir uniquement une politique de guichet* ", résume quant à lui Franck Briffaut. Lui aussi entend alpaguer les " *tricheurs* " pour ne pas " *frustrer ceux qui en ont vraiment besoin.* "

Autre poste visé : **les subventions aux associations.** Là aussi, un contrôle renforcé devrait être mis en place. Les frontistes se défendent de tout biais politique dans le processus de décision. Et ce même si, dans les municipalités FN, ce sont très souvent les associations d'opposition qui se voient privées de subventions. " *Il n'y aura pas de critères politiques* ", jure M. Lottiaux. Une exception cependant : " *les associations communautaristes* ", qui devraient donc se retrouver sans moyens. De son côté, M. Boccaletti met en avant " *l'intérêt général* " pour délivrer ou non les subventions. Une notion assez vague pour permettre de ratisser large.

Les dépenses de fonctionnement sont également fréquemment évoquées. Cela concerne, entre autres, le train de vie des élus ou encore le nombre de vice-présidences, le budget alloué à la communication... Ou encore le non-remplacement systématique des personnels partant à la retraite.

" *Ce ne sont pas des mesures d'austérité mais de réalisme*, défend Franck Briffaut. *On ne peut pas dépenser l'argent que l'on n'a pas.* " Car selon les responsables FN, toutes ces mesures d'économies doivent être faites non seulement pour faire baisser la fiscalité, mais aussi pour financer des

politiques d'aides renforcées en direction des personnes âgées et des handicapés, deux axes forts du programme frontiste.

Cependant, tous les responsables du parti d'extrême droite en conviennent : les choses mettront du temps à se mettre en place et le quotidien des administrés ne changera pas du jour au lendemain. Franck Briffaut résume l'état d'esprit à la veille du scrutin départemental : *" C'est quand on pourra faire passer des lois, mettre en place la préférence nationale, que les choses bougeront. Notre stratégie aujourd'hui est celle d'un repositionnement, dans le cadre d'une prise globale du pouvoir. En attendant, on ne peut agir qu'à la marge. "* En résumé : gagner localement pour préparer les victoires nationales.

***Abel Mestre***